

# Le ras-le-bol des riverains de la place Saint-Lambert, à Liège, «de retrouver tous les jours des drogués devant les portes de nos immeubles»

L'Avenir - 28 sep. 2020

*Une présence accrue de toxicomanes, à Liège? La Ville et sa police se sentent insuffisamment soutenues dans leurs efforts pour appréhender les questions du deal et de la toxicomanie.*

Les toxicomanes semblent de plus en plus nombreux dans les rues de la Cité ardente à en croire de nombreux Liégeois et commerçants. Un constat relayé lors de la séance du conseil communal de ce lundi soir par Diana Nikolic et Fabrice Drèze, conseillers communaux MR.

«Liège a souvent été présentée comme à la pointe dans la prise en charge des personnes dépendantes de substances diverses et bon nombre de communes voisines leur conseillent d'ailleurs de venir à Liège pour se faire aider», soulignent les deux conseillers libéraux. «Néanmoins, il semble que le réseau (Centre Alfa, Tadam) ne puisse plus jouer son rôle à pleine mesure.»

Pour appuyer les dires, un habitant de la place Saint-Lambert a, lui, relayé le ras-le-bol des riverains de l'hyper centre. Ceux-ci n'en peuvent plus «de retrouver tous les jours des personnes droguées devant les portes de nos immeubles», comme l'a rappelé la conseillère communale Carine Clotuche (cdH). Les riverains dénoncent encore le fait d'être «importuné plusieurs fois pour de l'argent par des personnes de plus en plus agressives». Une situation sans aucun doute aggravée par la crise sanitaire liée au coronavirus. Et la conseillère communale de demander la mise sur pied d'une task force sociale.

Une situation qu'entend bien le bourgmestre Willy Demeyer (PS). Depuis le mois de mars, les services de première ligne ont dû adapter leur offre au public marginalisé, a-t-il précisé. Et ce, en raison des circonstances particulières liées à la crise sanitaire, des protocoles de sécurité édictés par les autorités de tutelle, et de la capacité des structures à répondre aux exigences reprises dans ces protocoles.

Pour résumer, l'accès aux personnes précarisée est donc soit limité ou sur rendez-vous (ex l'accueil socio-sanitaire: douches, infirmeries), soit en extérieur (distribution de repas), soit plus rarement inexistant, sachant que le personnel et les bénévoles des structures fermées se mettent à disposition du réseau liégeois d'aide aux personnes en détresse (mutualisation des ressources).

«La salle de consommation, quant à elle, n'a, à aucun moment, réduit ses activités et tout son personnel est resté en place», souligne Willy Demeyer. «Cela étant, malgré le travail remarquable des acteurs présents sur le terrain, malgré l'accueil minimal qui est réalisé et malgré le renforcement de la coopération entre intervenants, la situation en rue est, inévitablement, plus aiguë qu'en période normale.»

Et le bourgmestre d'ajouter: «Depuis de très nombreuses années, la Ville de Liège a multiplié les contacts avec les secteurs de la santé, de la justice et de la police afin de mettre en place une politique globale et intégrée pour lutter plus efficacement contre le fléau que représente la toxicomanie. Cette politique se décline en plusieurs volets: la prévention, l'action thérapeutique et sociale mais également le maintien de l'ordre et la lutte contre les nuisances publiques, et enfin la politique criminelle.»

La Ville de Liège consacre depuis très longtemps «beaucoup d'énergie et de moyens à la mise en œuvre de projets innovants (échange de seringues, traitement assisté par Diacétylmorphine, salle de consommation)». Elle consacre également une partie importante de son budget au soutien des dispositifs de prévention des assuétudes et de réduction des risques.

La dynamique instaurée durant le confinement par le Collectif Astrid2020 s'est poursuivie et a abouti à la création d'une cellule 'Hébergement/relogement', regroupant des services de la Ville, du CPAS, de la Province et du Relais social. Cette cellule a permis depuis le mois de juin la mise en logement de 15 personnes. «Structurellement, les dispositifs existent à Liège et il n'y a pas de laxisme dans la prise en charge du sans-abrisme.»

Par contre, il est vrai que la période Covid a suspendu une partie du travail de réflexion mené.

«Pour terminer avec la problématique de la toxicomanie, j'ai récemment appelé à une relance de la concertation avec l'ensemble des partenaires de la chaîne de prévention et de sécurité (secteurs de la Santé, de l'Intérieur et de la Justice) afin de redéfinir le Plan Stratégique Drogues, tel que fixé au début des années 2000. En effet, actuellement, la Ville de Liège et sa police se sentent insuffisamment soutenues dans leurs efforts pour appréhender les questions du deal et de la toxicomanie, dont la prise en charge dépasse indéniablement le niveau local.»

Le souhait du bourgmestre est de réactiver la réflexion avec l'ensemble des partenaires sur différents aspects de la prise en charge: accueil bas seuil 24h/24, extension des heures d'ouverture de la SCMR, prise en charge hospitalière, réponse policière et pénale,...

Thomas Longrie